

ASSEMBLÉE NATIONALE

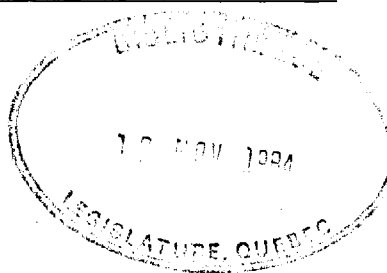
CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 10

Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration

Présentation



**Présenté par
Mme Louise Harel
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration**

**Éditeur officiel du Québec
1984**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet la constitution d'un organisme d'étude et de consultation: le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, dont le secrétariat sera situé sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

Ce Conseil se compose de quinze membres nommés par le gouvernement dont un président, un vice-président pour les questions relatives aux communautés culturelles et un vice-président pour les questions relatives à l'immigration. Le sous-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration participe aux séances du Conseil mais ne peut y voter. Les président et vice-présidents du Conseil exercent leurs fonctions à plein temps et leur rémunération est fixée par le gouvernement.

Le président et les vice-présidents sont nommés pour au plus cinq ans, alors que les autres membres du Conseil le sont pour au plus trois ans. Ces derniers sont indemnisés de leurs dépenses pour assister aux séances et réunions et reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

Le Conseil a pour fonction de conseiller le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration sur toute question relative aux communautés culturelles et à l'immigration. De plus, il doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet. Il peut rendre public les avis qu'il transmet au ministre. Le Conseil peut, enfin, à la demande ou avec l'autorisation du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières et déterminer leurs attributions.

Le Conseil doit, au plus tard le 31 juillet de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'année précédente.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

— La Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1)

Projet de loi 10

Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

SECTION I

INSTITUTION ET ORGANISATION

1. Est institué le « Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration ».

2. Le secrétariat du Conseil est situé sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation et de tout déplacement du secrétariat est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

3. Le Conseil se compose de 15 membres nommés par le gouvernement, dont un président, un vice-président pour les questions relatives aux communautés culturelles et un vice-président pour les questions relatives à l'immigration.

Six membres sont nommés après avoir sollicité l'avis des organismes, associations et groupes interculturels et celui des organismes, associations et groupes des communautés culturelles.

Six autres membres sont nommés après avoir sollicité l'avis du milieu des affaires, du travail et de l'éducation et des organismes, associations et groupes oeuvrant à l'accueil et à l'adaptation des immigrants.

4. Le sous-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, ou la personne qu'il délègue à cette fin, participe aux séances du Conseil mais n'a pas droit de vote.

5. Le président et les vice-présidents sont nommés pour au plus cinq ans.

Les autres membres sont nommés pour au plus trois ans; toutefois, quatre membres du premier Conseil sont nommés pour un an, quatre pour deux ans et quatre pour trois ans.

Le mandat d'un membre ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois. À l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

6. Toute vacance survenant en cours de mandat parmi les membres du Conseil est comblée, selon le mode de nomination prévu à l'article 3.

Constitue une vacance l'absence à un nombre de réunions déterminé par le règlement de régie interne du Conseil, dans les cas et circonstances qu'il indique.

7. Le président administre le Conseil et en dirige le personnel.

Les vice-présidents assistent le président dans l'exécution de ses fonctions suivant leurs attributions respectives.

8. En cas d'empêchement du président, le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration désigne un des vice-présidents pour le remplacer.

9. Le président et les vice-présidents exercent leurs fonctions à plein temps.

Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du président et des vice-présidents.

10. Les membres du Conseil autres que le président et les vice-présidents ne sont pas rémunérés. Ils ont toutefois droit, dans la mesure prévue par règlement du gouvernement et sur présentation des pièces justificatives, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

11. Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

Il doit se réunir au moins une fois par trois mois.

La majorité des membres constitue le quorum aux séances du Conseil.

En cas de partage, le président a voix prépondérante.

12. Le secrétaire ainsi que les autres membres du personnel du Conseil sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (1983, chapitre 55).

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS

13. Le Conseil a pour fonction de conseiller le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration sur toute question relative aux communautés culturelles et à l'immigration.

14. Dans l'exercice de cette fonction, le Conseil peut:

1° conseiller le ministre dans la planification, la coordination et la mise en oeuvre des politiques gouvernementales relatives aux communautés culturelles et à l'immigration;

2° saisir, sous forme d'avis, le ministre de toute question relative aux communautés culturelles et à l'immigration qui appelle l'attention ou l'action du gouvernement et lui soumettre ses recommandations;

3° solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur les questions relatives aux communautés culturelles et à l'immigration;

4° avec l'autorisation du ministre, effectuer ou faire effectuer les études et recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de sa fonction.

15. Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux communautés culturelles et à l'immigration.

16. Le Conseil peut rendre public les avis qu'il transmet au ministre.

17. Le Conseil peut, avec l'autorisation du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières et déterminer leurs attributions. Il doit en outre, à la demande du ministre, former de tels comités.

Ces comités peuvent, avec l'autorisation du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil.

Les membres de ces comités ne sont pas rémunérés; ils ont toutefois droit, dans la mesure prévue par règlement du gouvernement et sur présentation des pièces justificatives à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

18. Le Conseil doit, par règlement, pourvoir à sa régie interne. Un tel règlement est soumis à l'approbation du gouvernement.

SECTION III

RAPPORT

19. Le Conseil transmet au ministre, au plus tard le 31 juillet de chaque année, un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

20. Le ministre dépose ce rapport à l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

21. Les articles 7 et 8 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1) sont abrogés.

22. Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration est responsable de l'application de la présente loi.

23. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

24. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} avril 1985.